



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 30 – 27 mai 2022



Danemark

Le fort acquis de croissance permet de maintenir des prévisions de croissance élevée pour 2022 en dépit d'un ralentissement déjà perceptible.

Le ministère des Finances anticipe désormais une croissance de 3,4% cette année, soit 0,6 point de plus que dans ses prévisions de décembre 2021. Ceci s'explique surtout par les bonnes performances du second semestre 2021. De ce fait, le ralentissement au premier trimestre (-0,1% selon les indicateurs préliminaires) n'altère que peu les perspectives moyennes sur l'année (effet « d'acquis » par rapport à la base 2021). La dette publique devrait s'alléger plus rapidement que prévu, en partie du fait de l'inflation, en repassant sous la barre des 33% du PIB dès 2023 (32,5%). Le solde des finances publiques devrait quant à lui rester excédentaire en 2022 (0,6% du PIB) et en 2023 (0,2% du PIB). Les effets du conflit russo-ukrainien sur l'économie danoise se traduiront toutefois par un niveau élevé d'inflation (+5,2% en 2022 ; +6,8% en moyenne dans l'Union européenne selon la Commission), par un sensible ralentissement du commerce extérieur (-5,1% pour les exportations et -3,1% pour les importations, soit une révision à la baisse respective de 0,3 et 1,8 points de pourcentage par rapport aux prévisions de décembre 2021) et *in fine* par un ralentissement marqué de la croissance mesurée en glissement annuel.

Accord historique sur l'éolien en mer du Nord.

Réunis à Esbjerg pour un sommet régional sous l'égide de la présidente de la Commission européenne, les chefs des gouvernements danois, allemand, hollandais et belge ont acté le lancement d'un plan énergétique de grande ampleur, visant la construction de 150 GW d'éolien offshore d'ici 2050, soit une multiplication par dix des capacités actuelles. Représentant près de la moitié des éoliennes en

mer nécessaires pour atteindre la neutralité climatique dans l'UE, le projet devrait à terme alimenter plus de 230 M de foyers européens en énergie verte, contribuant « à éliminer progressivement la dépendance au gaz venant de Russie, à créer des milliers d'emplois et à bâtir un avenir plus sûr pour nous tous », selon les mots de la Première ministre Mette Frederiksen. Le coût total d'installation devrait s'élever à plusieurs centaines de milliards de couronnes, d'après les premières estimations du ministère du Climat et de l'Énergie, qui serait financé principalement par des investisseurs privés (et avec de faibles montants de subventions publiques). Un objectif intermédiaire de 65 GW a été fixé pour 2030, selon le texte de la déclaration du 18 mai. À titre indicatif, le Danemark compte actuellement 2,3 GW de capacités éoliennes offshore.

Le Danemark verse 19 M DKK (2,5 M€) à la Russie chaque jour.

Les centrales électriques, entreprises et consommateurs danois ont acheté un total de 1,4 Md DKK (188 M€) de gaz russe depuis le début de la guerre en Ukraine le 24 février, d'après les calculs effectués mi-mai par le think tank Concito à partir des données Eurostat. À titre de comparaison, le pays a envoyé un peu plus de 1 Md DKK (134 M€) à l'Ukraine sous forme d'armes et autres équipements militaires sur la même période. Pour le ministre du Climat et de l'Énergie Dan Jørgensen, ces montants « énormes » soulignent l'urgence d'accélérer la transition verte afin d'assurer l'indépendance énergétique de la région, alors que près de 50% des importations de gaz naturel transitant par la frontière allemande proviennent actuellement de Russie. Le Gouvernement a dévoilé dans cette perspective le deuxième volet du plan « Le Danemark peut faire plus » (*Danmark kan mere II*), dont les premières mesures devraient entrer en vigueur rapidement.

Danske Bank veut favoriser ses clients verts ».

La principale banque danoise a décidé d'introduire une variable écologique dans ses conditions d'attribution de prêts aux particuliers, d'après les informations révélées par son PDG Carsten Egeriis dans un entretien accordé au journal Berlingske. L'établissement proposera dorénavant un accès facilité au crédit et des taux d'intérêt réduits pour les projets à impact environnemental positif, comme l'achat d'une voiture électrique ou l'acquisition d'un logement économe en énergie. « Il s'agit de créer une incitation à prendre part à l'agenda durable en

fixant différemment le prix de nos produits », a déclaré Carsten Egeriis, qui s'est également engagé à ne pas augmenter le coût de ses offres traditionnelles. Danske Bank proposait déjà depuis quelques mois un prêt au taux de 0,99% pour le financement de travaux de rénovation énergétique.

Finlande

La Russie interrompt son approvisionnement en gaz...

La société énergétique russe Gazprom a mis fin à ses livraisons de gaz naturel vers la Finlande par le gazoduc d'Imatra, samedi 21 mai, invoquant le refus du groupe finlandais Gasum de payer en roubles l'approvisionnement en gaz. Le groupe Gasum a décidé de porter l'affaire en arbitrage, estimant que la partie russe violait les termes du contrat de fourniture en exigeant un paiement en roubles. Suite à l'interruption des livraisons de Gazprom, seul le gazoduc Balticconnector, qui relie la Finlande à l'Estonie, permet désormais d'alimenter le réseau gazier finlandais (NDLR : la Finlande dispose à ce jour de deux terminaux GNL à Pori et Tornio, non-connectés au réseau). Peu utilisé par les ménages, le gaz, qui représentait en 2021 6% de la consommation énergétique finlandaise, est essentiellement destiné aux industries de raffinage pétrolier, papetières, métallurgiques, et agro-alimentaires.

... alors que la Finlande conclut un contrat de location d'un terminal GNL flottant.

Pour couvrir ses besoins et assurer la sécurité d'approvisionnement de l'industrie, la Finlande a conclu un contrat de location sur dix ans, d'un terminal GNL à la société américaine *Excelerate Energy* par l'intermédiaire de Gasgrid, l'entreprise publique qui gère la distribution du gaz. Le terminal flottant, dont le coût de la location est estimé à 460 M€, devrait être mis en service l'hiver prochain et il sera situé sur la côte sud de la Finlande. L'Estonie, connectée à la Finlande par le Balticconnector, pourrait participer au projet, et dans ce cas le coût serait reparti en fonction de la consommation gazière de chacun.

Les importations russes d'électricité également interrompues.

L'approvisionnement de la Finlande en électricité a été interrompu samedi 14 mai, par la compagnie russe Inter RAO, invoquant la non-réception des paiements. Jukka Ruusonen, PDG de Finngrid (compagnie finlandaise en charge du réseau de transport électrique), a confirmé que l'arrêt de l'approvisionnement était lié aux contraintes de Finngrid pour se conformer aux sanctions occidentales contre la Russie relatives aux transferts d'argent. La Finlande, bien intégrée au marché Nord Pool, et qui importait en 2021, 18% de sa consommation d'électricité – par ailleurs principalement de Suède (à 85%) - ne dépendait ainsi de la Russie qu'à hauteur de 3% pour sa consommation d'électricité.

Une nouvelle plateforme digitale basée sur l'IA de mise en relation des demandeurs d'emploi et des employeurs.

Malgré une nouvelle baisse du nombre de chômeurs en avril 2022, de l'ordre de 79 600, et un taux de chômage estimé à 6,2%, soit 1,8 point de pourcentage de moins qu'en avril 2021, l'inadéquation entre l'offre et la demande de travail persiste. Selon l'Office finlandais des statistiques, le nombre de postes non-pourvus aurait en effet atteint 240 700 en avril, soit 87 800 de plus que l'année dernière à la même période. Pour y remédier, une nouvelle plateforme de mise en relation des demandeurs d'emploi et des employeurs, appelée *Job Market Finland*, a été lancée. Cette plateforme, dont l'appariement des profils et des offres d'emploi repose sur l'intelligence artificielle, pourrait permettre d'augmenter le nombre d'emplois vacants pourvus de 200 à 1 200 par an. La réforme est entrée en vigueur le 23 mai, et la plateforme *Job Market* a été ouverte ce mois-ci aux particuliers et

professionnels enregistrés auprès des services de l'emploi et du développement économique (services TE). Ce nouveau service de l'administration TE serait entièrement fonctionnel d'ici la fin 2023.

La Finlande devrait renforcer sa transparence financière selon une ONG. S'appuyant sur le dernier indice sur le secret financier établi par le *Tax Justice Network* (groupe britannique de défense de la justice fiscale et de lutte contre l'évasion fiscale), l'organisation non-gouvernementale *Finnwatch* attribue à la Finlande un relatif manque de transparence des données financières des

entreprises. Alors que l'indice susmentionné place la Finlande à la 88^{ème} place (sur 141) des pays les plus transparents, Finnwatch souligne en particulier les difficultés présumées pour accéder aux données sur la propriété des entreprises et leur actionnariat. Le registre des propriétaires d'entreprises serait difficile d'accès, et n'y figureraient par ailleurs uniquement que les plus importants. Dans le contexte actuel, ceci rend plus difficile, par exemple, la traçabilité des actifs de personnalités soumises à des sanctions.

Islande

Le parti du Progrès, grand gagnant des élections municipales. Si le parti de l'Indépendance a toujours de loin le plus grand nombre de représentants élus dans les conseils locaux (110 élus), le parti du Progrès est celui qui a remporté le plus de voix en comparaison avec les précédentes élections (67 élus en 2022 contre 45 en 2018). Le parti de l'Indépendance, le parti du centre (5 élus), les sociaux-démocrates (26 élus) et le parti de la renaissance (5 élus) ont tous perdu des sièges au sein des conseils municipaux par rapport à 2018..

L'Islande poursuit son soutien financier à l'Ukraine. Lors de la conférence internationale des donateurs pour l'Ukraine qui s'est tenue à Varsovie au début du mois, la Première ministre islandaise a annoncé une augmentation significative de l'aide humanitaire et économique de l'Islande à l'Ukraine avec une contribution supplémentaire de 425 M ISK (3 M€, 0,01% du PIB). Cette promesse porte le soutien total de l'Islande à l'Ukraine cette année à 1 Md ISK (7,2M€ soit 0,03% du PIB).

Íslandsbanki prévoit de nouvelles hausses des taux directeurs et anticipe une hausse de l'inflation. D'après les prévisions macroéconomiques d'Íslandsbanki, le taux directeur sera augmenté à 5 % avant la fin de cette année alors que l'inflation culminera à 8,4 % à la fin de l'été. La banque prévoit une décroissance progressive du taux directeur à partir du milieu de l'année

prochaine pour s'établir à 4,5 % à la fin de 2024. L'inflation devrait, cependant, rester élevée l'année prochaine, à 5,9 % en moyenne, puis à 3,9 % en 2024.

Les loyers islandais n'ont cessé d'augmenter depuis 10 ans. Les prix des loyers ont augmenté de 102% à Reykjavik en 10 ans. Sur une année, l'augmentation moyenne est de 22,3 % : les prix des maisons individuelles ont augmenté de 25,7 % et le prix moyen d'un appartement a augmenté de 21,5 % selon le journal RÚV. Les prix des logements n'ont pas été aussi élevés par rapport aux salaires depuis les années 2005 à 2008 qui ont précédé l'effondrement économique de l'Islande.

L'Etat prévoit de construire 35 000 logements pour faire face à la pénurie.

Pour faire face à la pénurie de logements, un groupe de travail nommé par la Première ministre propose la construction de 35 000 appartements au cours des dix prochaines années. Le groupe de travail propose qu'au moins quatre mille appartements soient construits par an au cours des cinq prochaines années. Cette année, environ 2 800 appartements seront mis sur le marché.

L'autorité de la concurrence autorise l'acquisition de Valitor par Rapyd. L'Autorité de la concurrence a approuvé le rachat par la société de technologie financière israélienne Rapyd, de la société islandaise d'intermédiation des paiements Valitor (filiale de

la banque Arion). Il a été annoncé début juillet 2021 que Rapyd souhaitait racheter toutes les actions de la société à Arion Bank pour 100 M\$, soit environ 93,3 M€.

La société VAXA Technology prépare son introduction en bourse. La société islandaise de haute technologie VAXA qui cultive des microalgues prévoit d'agrandir son usine de Hellisheiði. VAXA Technology a pour objectif d'atteindre 10 à 12 Mds ISK (72-86 M€) de Chiffre d'Affaire par an d'ici cinq ans contre 400 M ISK (2,8 M€) estimés pour cette année. Le PDG de la société a indiqué viser une introduction à la Bourse de New York d'ici deux ans.

Good Good lève 20M \$. La société islandaise Good Good qui produit des édulcorants sans sucre et d'autres produits alimentaires sans glucides, a levé 20 M\$ (19,2 M€) en nouveau capital social. La levée de fonds a été menée par SÍA IV (fond de capital-risque) mais d'autres investisseurs nationaux ou actuels actionnaires y ont participé. Le chiffre d'affaires de Good Good (7 M€ en 2021), a augmenté de 60 % par rapport à 2020, principalement grâce à son activité aux Etats-Unis.

Norvège

Ambitions du Premier ministre norvégien pour l'éolien offshore. Dès 2025, les pouvoirs publics attribueront des licences pour la construction de 1500 éoliennes offshore, dans des zones dont la surface cumulée représentera environ 1% de l'espace maritime norvégien. Ces installations pourront fournir 30 GW. Dans les milieux écologistes, WWF est partagé entre son soutien aux énergies propres et sa crainte pour les écosystèmes. Les ONG, de façon générale, demandent plus de recherche quant à l'impact sur les écosystèmes avant de poursuivre. Pour faire face à ces inquiétudes, partagées par les organisations de pêcheurs, le gouvernement allouera cette année 10 M NOK (1 M€ soit 0,2% du PIB) à l'Institut de Recherche Marine en charge d'évaluer ces impacts.

Green Alliance entre la Norvège et l'UE. Lors de l'entretien entre Jonas Gahr Støre et Ursula von der Leyen le 23 février, la Norvège et la Commission européenne s'étaient engagées dans le partenariat « Green Alliance » sur l'industrie verte. A Bruxelles le 11 mai, le ministre de l'Industrie et du Commerce a précisé les attentes et les propositions norvégiennes sur ce dossier. Oslo souhaite une révision de l'accord sur le Brexit, qui prévoit de taxer à hauteur de 10% les batteries produites dans des pays tiers à partir de 2027. La Grande-Bretagne y serait favorable si l'UE le souhaite, selon Jan Christian Vestre. En contrepartie, la

Norvège s'engagerait à fournir métaux et minéraux à l'UE, dans une perspective d'autonomie stratégique.

La loi de finances rectificative prévoit de nouvelles dépenses dans la transition écologique. Le gouvernement a présenté le 12 mai son projet de loi de finances rectificative. Les dépenses augmentent de 60 Mds NOK (6 Mds€, 1,4% du PIB) par rapport au budget initial, notamment grâce à une ponction supplémentaire de 30 Mds NOK (3 Mds €) dans le Fonds souverain norvégien. Au total, les prélèvements de l'Etat devraient représenter 2,9% de la valeur du fonds souverain cette année, contre 2,6% prévus en début l'année. Parmi les nouvelles dépenses figure 3,4 Mds NOK (340 M €) pour le déploiement à grande échelle des technologies de capture et stockage de carbone dans l'incinérateur de Klemetsrud à Oslo (0,08% du PIB). Par ailleurs, le gouvernement prévoit de prélever 3,6 Mds NOK dans les budgets de l'Agence pour le Développement pour financer l'accueil de réfugiés sur le sol norvégien. Par ailleurs, l'exécutif a finalement décidé d'intégrer les réductions d'émissions dans la loi de finances plutôt que de les inscrire dans un plan climat séparé, allant à l'encontre de ce qu'il avait annoncé en octobre. Le gouvernement propose également une réduction des mesures de soutien à l'emploi au second semestre pour un montant de 264 millions de NOK (26,4 M € ; 0,006% du PIB), du fait de l'amélioration du marché du travail en Norvège.

Taux record pour l'inflation. Le bureau central des statistiques (SSB) estime à 5,4% l'inflation en avril en glissement annuel, un niveau inédit depuis 2008. Ce taux est supérieur aux estimations initiales ainsi qu'aux objectifs de la Banque de Norvège (2% environ). L'augmentation de l'inflation est principalement due à la hausse des tarifs de l'énergie, de l'alimentation, de l'hôtellerie-restauration et des billets d'avion. Pour rappel, l'Etat s'est engagé à dédommager les ménages à hauteur de 80% de leur facture d'électricité au-delà de 70 €/MWh, plafonné à 5 MWh par foyer, jusqu'à mars 2023). Selon une enquête de la Banque de Norvège, économistes et chefs d'entreprise anticipent une inflation de 3,9 % des biens et services ces 12 prochains mois. Les négociations salariales en cours se déroulent sur la base d'une inflation de 3,3%.

Le manque de main d'œuvre en Norvège estimé à 70 000 personnes. Selon l'enquête annuelle auprès des entreprises de NAV (Agence pour la sécurité sociale et l'emploi), il manque environ 70 000 travailleurs en Norvège, soit 24 000 de plus qu'à la même période l'an dernier. Cette tension sur le marché du travail est observée par NAV dans tout le pays et dans un certain nombre de secteurs. 27 % des entreprises ont eu des difficultés à recruter des personnes qualifiées ces trois

derniers mois. Les plus gros déficits concernent les professionnels de santé, les charpentiers, les menuisiers, les développeurs de logiciels et le personnel de vente et de restauration. Les infirmiers sont les plus recherchés selon NAV. 31 % des entreprises prévoient d'augmenter leurs effectifs au cours de l'année à venir. L'enquête a été menée du 1er février au 21 mars cette année. Elle est fondée sur un échantillon de 10 828 entreprises extraites du registre du commerce et des entreprises.

Nouvel accord sur les budgets agricoles de l'Etat. Les syndicats agricoles se sont dits très satisfaits du compromis trouvé avec l'Etat dans le cadre des négociations agricoles annuelles. Les pouvoirs publics s'engagent à consacrer 10,9 Mds NOK à l'agriculture (environ 1 Md€, 0,3% du PIB), une somme légèrement inférieure aux exigences des acteurs du secteur. Grâce à ces subventions, l'augmentation des revenus est estimée à 28 400 NOK (2 840 €) par exploitation cette année, puis 64 000 NOK (6 400 €) en 2023. Des aides seront par ailleurs versées pour permettre aux agriculteurs de faire face à la hausse des cours des engrais notamment. Pour la ministre de l'Agriculture Sandra Borch, il s'agit d'accompagner un secteur délaissé pendant de nombreuses années et qui œuvre pour la sécurité alimentaire du pays.

Suède

La Riksbank alerte sur la situation financière préoccupante des ménages.

Dans un contexte de résurgence de l'inflation, la Banque centrale suédoise souligne, dans son rapport sur la stabilité financière, que les vulnérabilités macroéconomiques liées au fort endettement des ménages et des sociétés immobilières se sont accrues. Elle appelle à un renforcement des mesures macro-prudentielles, surtout en l'absence de réforme améliorant le fonctionnement du marché du logement.

La Commission européenne s'est prononcée sur le programme suédois de réformes 2022.

Dans son avis, publié le 23 mai, la Commission dresse un tableau positif de la situation économique suédoise,

relevant sa force structurelle et sa résilience face aux crises (croissance de 4,8% en 2021 en sortie de crise liée à la pandémie), notamment grâce à ses finances publiques saines. La Commission relève également les très bons résultats des politiques de transition écologique et digitale menée en Suède, qui reste leader en la matière en Europe. Elle tire cependant la sonnette d'alarme sur deux points, pour lesquels elle estime que les politiques suédoises sont insuffisantes : les tensions particulièrement fortes sur le marché de l'immobilier (et plus particulièrement celui du marché de la location) et les difficultés d'intégration sur le marché du travail des personnes issues de l'immigration.

L'utilisation des capacités dans l'industrie manufacturière reste globalement inchangée au T1 2022. L'utilisation des capacités dans l'industrie

manufacturière a augmenté de 0,1 point de pourcentage au premier trimestre 2022 par rapport au quatrième trimestre 2021, en données corrigées des variations saisonnières. Le taux d'utilisation des capacités (corrigé des variations saisonnières) est donc de 90,4 %, en hausse par rapport aux dernières mesures.

Accord politique pour un programme de soutien de 200 M€ aux agriculteurs

Le 25 avril, le gouvernement social-démocrate (minoritaire) et le parti centriste ont trouvé un accord (dans le cadre du PLF rectificatif de printemps) en faveur d'un nouveau plan de soutien aux exploitants agricoles de plus de 200 M€ (0,04 % du PIB) afin de compenser l'envolée des prix des intrants agricoles liée au conflit en Ukraine. Environ la moitié de ce montant est dédié à la réduction des taxes sur le diesel (désormais rétroactive au 1er janvier 2022) et l'essentiel des montants restants seront versés à des aides de crise pour les éleveurs (porcs, volailles en priorité). Ce nouveau plan s'ajoute au premier paquet d'aides agricoles de 100 M€ (0,02% du PIB) décidées au début du conflit en février. Des soutiens ciblés pour les pêcheurs professionnels (4 M€) et la région du Norrland (5 M€) ont été également accordés.

Les prix des produits agroalimentaires continuent d'augmenter en avril.

L'inflation a atteint 6,4 % en avril en glissement annuel (contre 6,1 % en mars), en raison essentiellement de la hausse des prix des carburants (45 %) et de l'électricité (32%). Le prix des produits agroalimentaires a augmenté de 6,6 % en avril. L'une des principales entreprises agroalimentaires nordiques (HK Scan) prévoit une hausse des prix agroalimentaire durable supérieure à 5 % d'ici la fin de l'été, soulignant les coûts élevés des intrants agricoles.

Une nouvelle stratégie nationale pour sécuriser l'approvisionnement agroalimentaire.

Le 2 mai, Le gouvernement a nommé une commission nationale afin de définir une nouvelle stratégie pour un approvisionnement agroalimentaire sûr. La commission devra remettre ses conclusions au gouvernement d'ici décembre 2023. En dépit des tensions sur les chaînes d'approvisionnement liées au conflit en Ukraine, la souveraineté alimentaire de la Suède en matière de produits céréaliers est globalement assurée. En 2020, le taux global d'autosuffisance pour les céréales a atteint 139 %. La Suède a par exemple importé du blé en grain (et des méteils) pour 15 M€ seulement en 2020, alors qu'elle en a exporté 10 fois plus la même année (pour près de 139 M€).

Jacob Wallenberg, nouveau Président de la Confédération suédoise des entreprises (SN).

L'homme d'affaires Jacob Wallenberg, vient d'accepter le poste de Président de la Confédération suédoise des entreprises (Svenskt Näringsliv). Le Président d'Investor (société d'investissement contrôlée par la famille Wallenberg) s'est positionné lors de son discours en faveur de l'énergie nucléaire, de l'adhésion de la Suède à l'OTAN, tout en soulignant l'importance de la relation entre l'Europe et la Chine.

Getinge rachète la biotech française

Fluopectics. Le géant suédois de matériel médical Getinge, contrôlé par l'homme d'affaires Carl Bennet, vient de faire une offre de rachat valorisée à 32 M€ pour Fluopectics. Cette société, basée à Grenoble, est spécialisée dans la chirurgie de la thyroïde (dispositif d'imagerie assistant les chirurgiens pendant les opérations).

Scania remporte sa plus grosse commande de camions électriques.

La société de logistique suédoise Einride lui achète 110 camions électriques, dont la livraison est prévue entre fin 2022 et début 2023. La flotte de camions sera équipée du système d'exploitation Saga d'Einride. Le marché des camions électriques se développent ainsi davantage en Suède : en mars, Volvo Trucks avait également annoncé avoir remporté une commande de 126 véhicules pour l'entreprise danoise Maersk.

Klarna annonce la suppression de 10% de ses effectifs.

Lundi 23 mai, le géant suédois dans le secteur des paiements fractionnés a annoncé la suppression d'environ 10 % de ses effectifs dans le monde, soit 700 postes, en invoquant l'impact de la dégradation de la situation économique sur son. Dans un message aux employés, Sebastian Siemiatkowski a déclaré : « Nous avons vu éclater une guerre tragique et inutile, un changement dans l'opinion des consommateurs, une forte hausse de l'inflation, un marché boursier très volatil et une probable récession ». Après une perte d'environ 675 millions d'euros l'an passé, cette décision intervient alors que la licorne suédoise cherche à boucler une levée de fonds. Selon le Wall Street Journal, ce nouveau tour de table se ferait sur la base d'une valorisation d'environ 30 Mds\$, alors que la société avait été valorisée jusqu'à 43 Mds\$ lors du dernier tour de table.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent) :

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022
Suède	1,3	1,1	2,1	1,4	4,8	-0,4
Danemark	-0,4	2,1	1,1	0,8	4,1	-0,1
Finlande	0,3	2	0,8	0,2	3,5	0,4
Norvège	0	0,8	3,9	0,1	3,9	-1,0
Islande	-0,5	6,6	6,8	4,4	4,3	4,6

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

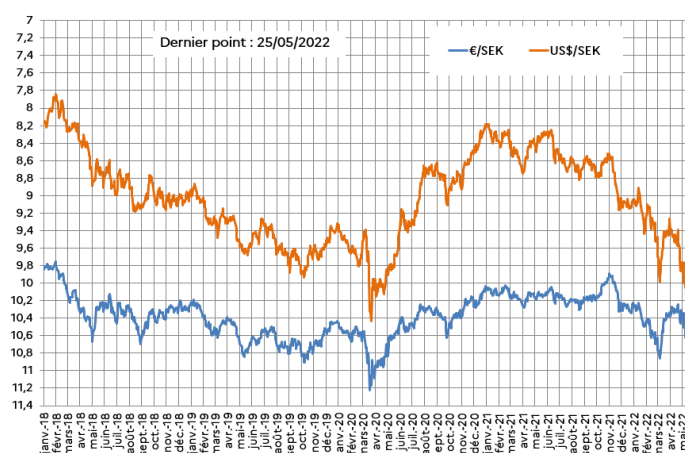
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel) :

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022
Suède	1,9	2,3	2,5	3,9	2,2	4,8
Danemark	0,6	1,7	2	3,5	1,9	5,4
Finlande	1,1	2,1	1,9	3,1	2,2	4,7
Norvège	2,9	2,8	3,5	4,6	3,5	4,5
Islande	4,2	4,45	4,3	4,8	4,4	6,2

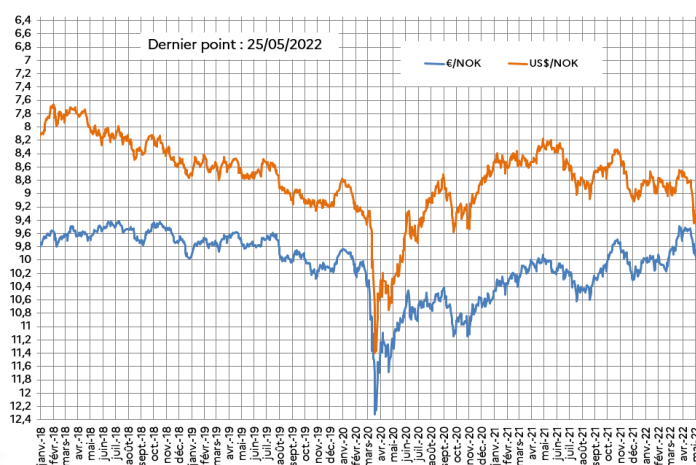
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Réponsable de la publication :

Rédacteurs :

- Service économique régional de Stockholm (C. Gianella).
- Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur, A. Duny), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny, T. Aubrun), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaître,